

INEGALITES ET DEVELOPPEMENT

LOUIS SABOURIN

À une époque où, selon Gurvitch, les connaissances techniques sont plus appréciées que la connaissance spéculative,¹ un sujet aussi fondamental que *les inégalités et le développement* présente des défis non seulement d'ordre *théorique et épistémologique* mais aussi d'ordre *pratique et opérationnel*.

En effet, compte tenu de son ampleur et surtout de sa place déterminante aux paliers national et international, le *développement* apparaît maintenant comme un des phénomènes majeurs dans l'évolution du monde contemporain. Le développement est plus qu'une *réalité* et un *concept*. Il est devenu un *système* avec de nombreuses institutions nationales et internationales, une *idéologie* avec diverses écoles de pensée et un droit en gestation, une façon de concevoir l'existence et le monde, une manière d'envisager le progrès, un véritable culte et une raison d'État, un langage et un discours, une nouvelle science et, pour le moins, un nouveau *paradigme* ouvert à un grand nombre de *théories*, de *modèles*, de *doctrines* et de *stratégies*.²

La décision de l'Académie pontificale des sciences sociales d'analyser les *inégalités* dans une *perspective multidisciplinaire* où l'on accorderait une place particulière au *développement* représente une initiative très pertinente. En effet, toute analyse de la conjoncture internationale des cinquante dernières années démontre que la situation en matière de développement est loin d'être satisfaisante ou uniforme (voir tableau I). Si plusieurs inégalités

¹ G. GURVITCH, *Cadres sociaux de la connaissance*, Paris, Presses Universitaires de France, 1966.

² J. TINBERGEN, *The Design of Development*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1966; Commission française Justice et Paix, *Les 100 mots du développement et du tiers monde*, Paris, La Découverte, 1990; Symposium de réflexion international de l'Unesco, *Et le développement?*, Paris, Unesco, 1994.

ont été aplanies dans certains domaines et dans certains pays, elles se sont néanmoins accentuées et sont devenues plus apparentes dans d'autres.³

En fait, le *domaine pratique et scientifique* du développement n'a cessé de s'élargir tout comme ses composantes et ses influences, ses analystes et ses praticiens, ses partisans et ses critiques. C'est pourquoi seule une approche multidisciplinaire, largement ouverte à toutes les régions du monde, peut permettre d'en saisir les dimensions et possiblement le devenir. Dans le but d'en analyser le sens et la portée, je ferai deux types d'observations. Dans un premier temps, je montrerai pourquoi *les inégalités et le développement* occupent une place si importante dans le monde contemporain. Dans un deuxième temps, j'examinerai les principales méthodes d'analyse — positive et normative — aptes à mieux cerner le thème *inégalités et développement* et ferai état de *l'option éthique* de l'Eglise en faveur d'un *développement intégral et solidaire*. Dans la conclusion, je mettrai en lumière certains défis que les sciences sociales et les sciences pures doivent maintenant relever dans ce domaine.

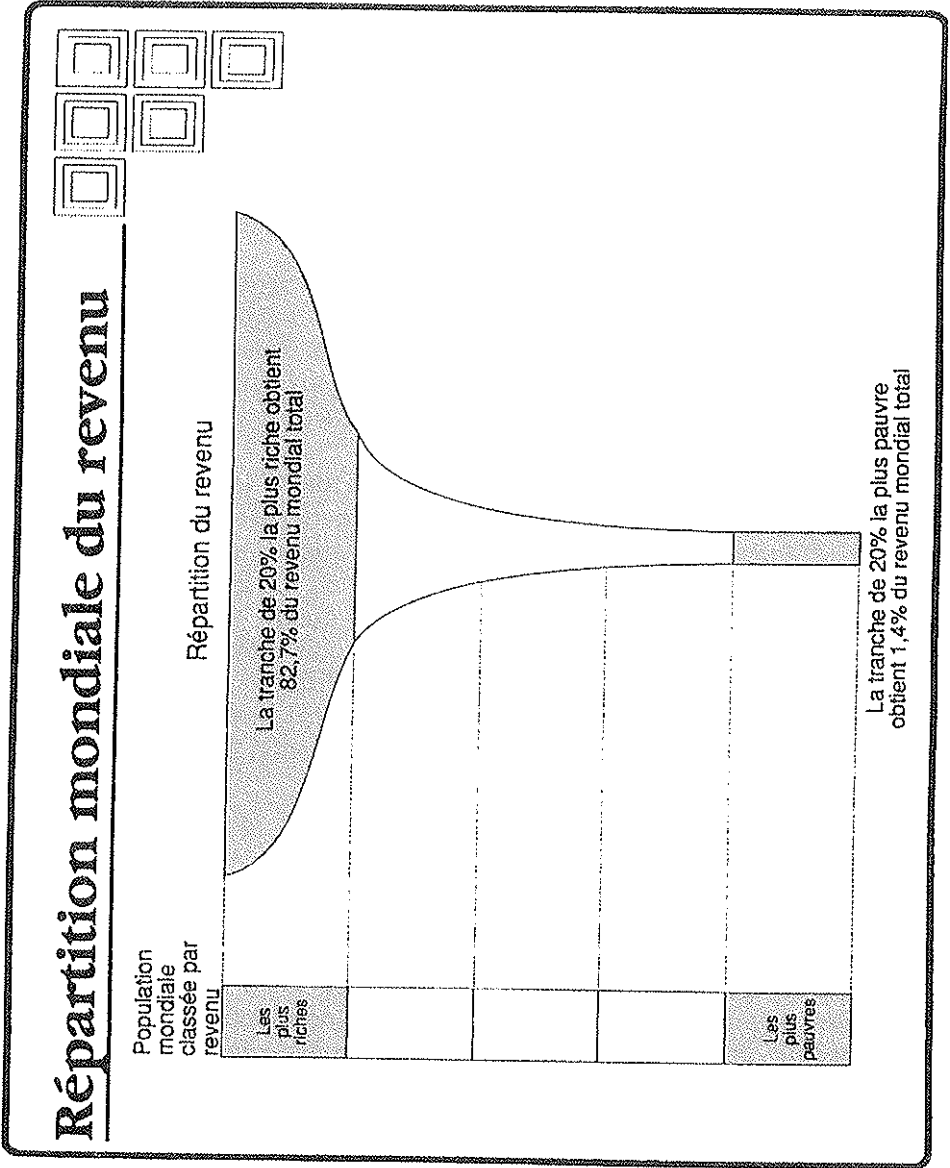
I

L'Histoire démontre que les *inégalités* humaines, politiques, sociales, culturelles, économiques et d'autres natures ont toujours existé. Ces *inégalités* ont fait l'objet de nombreuses études aussi bien par des théologiens, des philosophes, des historiens, des géographes que par des spécialistes des sciences sociales. Ceux-ci ont généralement *perçu, défini et comparé* les inégalités en se fondant sur des concepts se rapportant aux notions de *justice humaine* ou *divine* et de *société juste* et en analysant leurs effets aux plans individuel et collectif.⁴ Les *injustices* et les *inégalités* ont été à la fois la *cause* et le *résultat* de changements sociaux, de conflits, de révolutions. Les grands mouvements de l'Histoire, en particulier de domination et de libération, ont été presque tous liés, directement ou indirectement, à l'affirmation ou à la négation de formes diverses d'égalité et d'inégalité. Si de grandes déclarations historiques ont prôné l'égalité au

³ I. WALLERSTEIN (ed.), *Les inégalités entre Etats dans le système international*, Québec, Centre Québécois de Relations Internationales, 1975; F. BOURGUIGNON et C. MORRISON, *Ajustement et équité dans les pays en développement, une approche nouvelle*; Etude du Centre de développement de l'OCDE, Paris, OCDE, 1992.

⁴ J. RAWLS, *A Theory of Justice*, Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press, 1971; K.J. ARROW, *Social Choice and Individual Values*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1970.

TABEAU I



Source: Rapport mondial sur le développement humain, 1992.

plan *juridique*, sa mise en oeuvre au plan *pratique* a soulevé des problèmes considérables que le *collectivisme* a prétendu pouvoir régler mais sans succès récurrent.

Le *développement économique* est alors apparu, aux yeux d'un nombre croissant de personnes et d'entités, comme le *moyen* susceptible de favoriser ce passage entre une *égalité juridique* et la *satisfaction pratique* des besoins fondamentaux pour tous. Une telle idée s'est manifestée et concrétisée surtout au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, bien que l'article 21, paragraphe 1 du Pacte de la Société des Nations utilisa pour la première fois le terme *développement* pour traiter du *bien-être* que l'on devait pourvoir aux populations des territoires placés sous *mandat*.

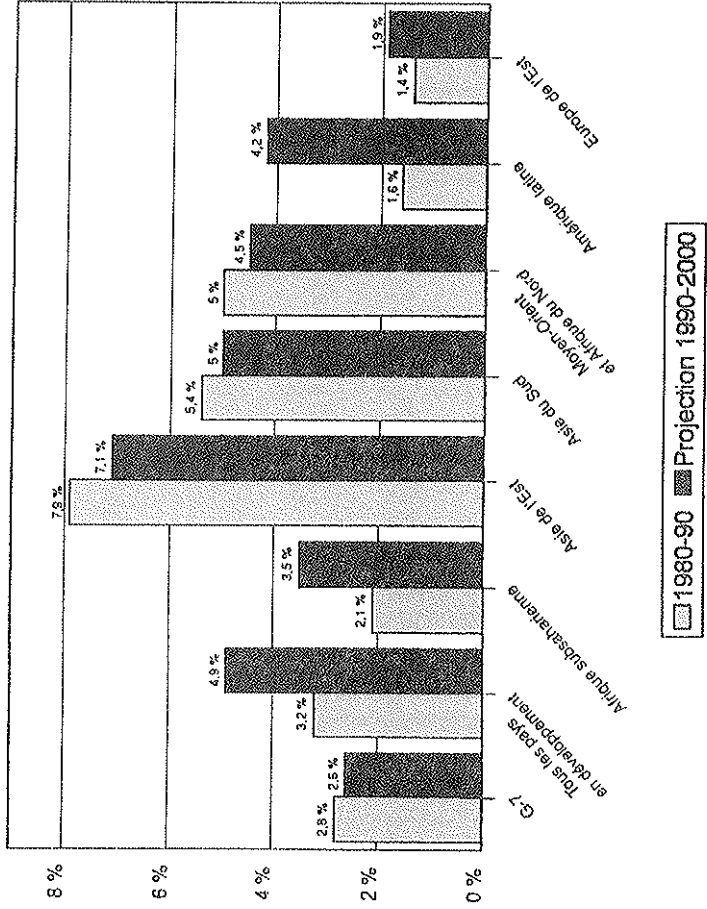
Mais jusqu'en 1945, on parlait surtout de *progrès* et de *puissance économiques* plutôt que de *développement économique*. De plus, les différences entre les peuples, les pays, les continents étaient fondées sur des critères géographiques, politiques, culturels, raciaux, ethniques, linguistiques et religieux. On jugeait ainsi les gens selon leur *être*, selon leur *mode* ou leur *genre de vie*.

À la suite des Accords de Bretton-Woods de 1944, qui créèrent le Fonds monétaire international et la Banque internationale de reconstruction et de développement, les économistes de ces instances suggérèrent d'établir des comparaisons en se basant plutôt sur l'*avoir* ou sur le *niveau de vie*. Ils ont alors conçu et défini le *développement* ainsi que le *sous-développement* en s'inspirant de *critères à caractère quantitatif* (voir tableau II), démarche que n'ont jamais contestée les adeptes du capitalisme et du marxisme. Ils ont ainsi été amenés à comparer le produit national brut et le revenu *per capita* des Etats qui venaient d'adhérer à l'Organisation des Nations-Unies et surtout au FMI et à la Banque mondiale.

Les Etats dont les habitants avaient un revenu *per capita* au-dessus d'un certain seuil furent décrétés *pays développés* alors que ceux qui se situaient au-dessous de ce seuil reçurent l'étiquette de *pays sous-développés* (voir tableau III). Compte tenu des ramifications universelles de la Banque mondiale et de plusieurs autres instances économiques, financières et commerciales qui adoptèrent la même approche, on a ainsi accordé une *dimension économique prioritaire* au concept du développement. On a, par le fait même, contribué à dépouiller le développement de son caractère humain, de sa vision historique et anthropologique, comme l'a bien montré Karl Polanyi dans sa remarquable étude *The Great Transformation* (1944). C'est probablement pourquoi les analyses du développement sont demeurées *fracturées* comme le développement lui-même et ses effets sur les inégalités.

TABEAU II

Taux de croissance réelle du PIB



Source: Rapport mondial sur le développement humain, 1992.

TABLEAU III - TABL. 1. Indicateurs de base.

	Population (millions d'habitants) milieu de 1992	Superficie (milliers de km ²)	PNB par habitant ^a		Inflation annuelle moyenne (%)		Espérance de vie à la naissance (années) 1992	Analphabète des adultes Femmes 1990	
			Dollars 1992	Croissance moyenne (%), 1980-92	1970-80				1980-92
					1970-80	1980-92			1980-92
Economies à faible revenu	3.191,3 f	38.929 f	390t w	3,9 w	..	12,2 w	62 w	52 w	
Sauf Chine et Inde	1.145,6 f	26.080 f	370 w	1,2 w	15,7 w	22,1 w	56 w	56 w	
1 Mozambique	16,5	802	60	-3,6	..	38,0	44	79	
2 Ethiopie	54,8	1.222	110	-1,9	4,3	2,8	49	..	
3 Tanzanie ^a	25,9	945	110	0,0	14,1	25,3	51	..	
4 Sierra Leone	4,4	72	160	-1,4	12,5	60,8	43	89	
5 Népal	19,9	141	170	2,0	8,5	9,2	54	87	
6 Ouganda	17,5	236	170	..	..	..	43	65
7 Bhoutan	1,5	47	180	6,3	..	8,7	48	75	
8 Burundi	5,8	28	210	1,3	10,7	4,5	48	60	
9 Malawi	9,1	118	210	-0,1	8,8	15,1	44	..	
10 Bangladesh	114,4	144	220	1,8	20,8	9,1	55	78	
11 Tchad	6,0	1.284	220	3,4	7,7	0,9	47	82	
12 Guinée-Bissau	1,0	36	220	1,6	5,7	59,3	39	76	
13 Madagascar	12,4	587	230	-2,4	9,9	16,4	51	27	
14 RDP lao	4,4	237	250	..	..	..	51	..
15 Rwanda	7,3	26	250	-0,6	15,1	3,6	46	63	
16 Niger	8,2	1.267	280	-4,3	10,9	1,7	46	83	
17 Burkina Faso	9,5	274	300	1,0	8,6	3,5	48	91	
18 Inde	883,6	3.288	310	3,1	8,4	8,5	61	66	
19 Kenya	25,7	580	310	0,2	10,1	9,3	59	42	
20 Mali	9,0	1.240	310	-2,7	9,7	3,7	48	76	
21 Nigéria	101,9	924	320	-0,4	15,2	19,4	52	61	
22 Nicaragua	3,9	130	340	-5,3	12,8	656,2	67	..	
23 Togo	3,9	57	390	-1,8	8,9	4,2	55	69	
24 Bénin	5,0	113	410	-0,7	10,3	1,7	51	84	
25 Rép. centrafricaine	3,2	623	410	-1,5	12,1	4,6	47	75	
26 Pakistan	119,3	796	420	3,1	13,4	7,1	59	79	
27 Ghana	15,8	239	450	-0,1	35,2	38,7	56	49	
28 Chine	1.162,2	9.561	470	7,6	..	6,5	69	38	
29 Tadjikistan ^b	5,6	143	490	..	..	..	69	..
30 Guinée	6,1	246	510	..	..	..	44	87
31 Mauritanie	2,1	1.026	530	-0,8	9,9	8,3	48	79	
32 Sri Lanka	17,4	66	540	2,6	12,3	11,0	72	17	
33 Zimbabwe	10,4	391	570	-0,9	9,4	14,4	60	40	
34 Honduras	5,4	112	580	-0,3	8,1	7,6	66	29	
35 Lesotho	1,9	30	590	-0,5	9,7	13,2	60	..	
36 Egypte, Rép. arabe d ^c	54,7	1.001	640	1,8	9,6	13,2	62	66	
37 Indonésie	184,3	1.905	670	4,0	21,5	8,4	60	32	
38 Myanmar	43,7	677	..	..	11,4	14,8	60	28
39 Somalie	8,3	638	..	..	15,2	49,7	49	86
40 Soudan	26,5	2.506	..	..	14,5	42,8	52	88
41 Yémen, Rép. du	13,0	528	..	..	..	..	53	74
42 Zambie	8,3	753	..	..	7,6	48,4	48	35
Economies à revenu intermédiaire	1.418,7 f	62.740 f	2.490 w	-0,1 w	31,0 w	105,2 w	68 w	..	
Tranche inférieure	941,0 f	40.903 f	..	..	23,8 w	40,7 w	67 w	..
43 Côte d'Ivoire	12,9	322	670 ^a	-4,7	13,0	1,9	56	60	
44 Bolivie	7,5	1.099	680	-1,5	21,0	220,9	60	29	
45 Azerbaïdjan ^b	7,4	87	740	..	..	..	71	..
46 Philippines	64,3	300	770	-1,0	13,3	14,1	65	11	
47 Arménie ^b	3,7	30	780	..	..	..	70	..
48 Sénégal	7,8	197	780	0,1	8,5	5,2	49	75	
49 Cameroun	12,2	475	820	-1,5	9,8	3,5	56	57	
50 Rép. kirghize ^b	4,5	199	820	..	..	..	66	..
51 Géorgie ^b	5,5	70	850	..	..	..	72	..
52 Ouzbékistan ^b	21,5	447	850	..	..	..	69	..
53 Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,1	463	950	0,0	9,1	5,1	56	62	
54 Pérou	22,4	1.285	950	-2,8	30,1	311,7	65	21	
55 Guatemala	9,7	109	980	-1,5	10,5	16,5	65	53	
56 Congo	2,4	342	1.030	-0,8	8,4	0,5	51	56	
57 Maroc	26,2	447	1.030	1,4	8,3	6,9	63	62	
58 Rép. dominicaine	7,3	49	1.050	-0,5	9,1	25,2	68	18	
59 Equateur	11,0	284	1.070	-0,3	13,8	39,5	67	16	
60 Jordanie ^d	3,9	89	1.120	..	..	5,4	70	30
61 Roumanie	22,7	238	1.130	-1,1	..	13,1	70	..	
62 El Salvador	5,4	21	1.170	0,0	10,7	17,2	66	30	
63 Turkménistan ^b	3,9	488	1.230	..	..	..	66	..
64 Moldova ^b	4,4	34	1.300	..	..	..	68	..
65 Lituanie ^b	3,8	65	1.310	-1,0	..	20,7	71	..	
66 Bulgarie	8,5	111	1.330	1,2	..	..	11,7	71
67 Colombie	33,4	1.139	1.330	1,4	22,3	25,0	69	14	
68 Jamaïque	2,4	11	1.340	0,2	17,3	21,5	74	1	
69 Paraguay	4,5	407	1.380	-0,7	12,7	25,2	67	12	
70 Namibie	1,5	824	1.610	-1,0	..	12,3	59	..	

Note : Pour les autres économies, voir le Tableau 1a. La section « Comment lire les tableaux » et les notes techniques indiquent ce que recouvrent les chiffres et dans quel ils sont comparables. Les chiffres en italique se rapportent à des années autres que celles qui sont indiquées.

	Population (millions d'habitants) milieu de 1992	Superficie (milliers de km ²)	PND par habitant ^a			Inflation annuelle moyenne (%)		Espérance de vie à la naissance (années) 1992	Analphabétisme des adultes (%)	
			Dollars 1992	Croissance annuelle moyenne (%), 1980-92	1970-80 1980-92		Femmes 1990		Total 1990	
					1970-80	1980-92				
71 Kazakhstan ^b	17,0	2.717	1.680	..	..	..	68	..	..
72 Tunisie	8,4	164	1.720	1,3	8,7	7,2	68	44	35	
73 Ukraine ^b	52,1	604	1.820	..	..	..	70	..	..
74 Algérie	26,3	2.382	1.840	-0,5	14,5	11,4	67	55	43	
75 Thaïlande	58,0	513	1.840	6,0	9,2	4,2	69	10	7	
76 Pologne	38,4	313	1.910	0,1	..	67,9	70	..	..
77 Lettonie ^b	2,6	65	1.930	0,2	..	15,3	69	..	..
78 Rép. slovaque	5,3	49	1.930	..	..	..	71	..	..
79 Costa Rica	3,2	51	1.960	0,8	15,3	22,5	76	7	7	
80 Turquie	58,5	779	1.980	2,9	29,4	46,3	67	29	19	
81 Iran, Rép. islamique d'	59,6	1.648	2.200	-1,4	..	16,2	65	57	46	
82 Panama	2,5	77	2.420	-1,2	7,7	2,1	73	12	12	
83 Rép. tchèque	10,3	79	2.450	..	..	..	72	..	..
84 Fédération de Russie ^b	149,0	17.075	2.510	..	..	..	69	..	..
85 Chili	13,6	757	2.730 ^c	3,7	187,1	20,5	72	7	7	
86 Albanie	3,4	29	..	..	..	..	73	..	..
87 Mongolie	2,3	1.567	..	..	..	..	64	..	..
88 Rép. arabe syrienne	13,0	185	..	..	11,8	15,5	67	49	36
Tranche supérieure	477,7 f	21.837 f	4.020 w	0,8 w	34,5 w	154,8 w	69 w	18 w	15 w	
89 Afrique du Sud	39,8	1.221	2.670 ^c	0,1	13,0	14,3	63	..	..
90 Maurice	1,1	2	2.700	5,6	15,3	8,6	70	..	..
91 Estonie ^b	1,6	45	2.760	-2,3	..	20,2	70	..	..
92 Brésil	153,9	8.512	2.770	0,4	38,6	370,2	66	20	19	
93 Botswana	1,4	582	2.790	6,1	11,6	12,6	68	35	2,6	
94 Malaisie	18,6	330	2.790	3,2	7,3	2,0	71	30	22	
95 Venezuela	20,2	912	2.910	-0,8	14,0	22,7	70	17	8	
96 Bélarus ^b	10,3	208	2.930	..	..	..	71	..	..
97 Hongrie	10,3	93	2.970	0,2	2,8	11,7	69	..	..
98 Uruguay	3,1	177	3.340	-1,0	63,9	66,2	72	4	4	
99 Mexique	85,0	1.958	3.470	-0,2	18,1	62,4	70	15	13	
100 Trinité-et-Tobago	1,3	5	3.940	-2,6	18,5	3,9	71	..	..
101 Gabon	1,2	268	4.450	-3,7	17,5	2,3	54	52	39	
102 Argentine	33,1	2.767	6.050	-0,9	134,2	402,3	71	5	5	
103 Oman	1,6	212	6.480	4,1	28,0	-2,5	70	..	..
104 Slovénie	2,0	20	6.540	..	..	..	73	..	..
105 Porto Rico	3,6	9	6.590	0,9	6,5	3,3	74	..	..
106 Corée, Rép. de	43,7	99	6.790	8,5	20,1	5,9	71	7	4	
107 Grèce	10,3	132	7.290	1,0	14,5	17,7	77	11	7	
108 Portugal	9,8	92	7.450	3,1	16,7	17,4	74	19	1,5	
109 Arabie saoudite	16,8	2.150	7.510	-3,3	24,9	-1,9	69	52	38	
Eco. revenu faible/intermédiaire	4.610,1 f	101.669 f	1.040 w	0,0 w	26,2 w	75,7 w	64 w	46 w	36 w	
Afrique subsaharienne	549,0 f	24.274 f	530 w	-0,8 w	13,6 w	15,6 w	52 w	62 w	40 w	
Asie de l'Est et Pacifique	1.688,8 f	16.368 f	760 w	6,1 w	16,6 w	6,7 w	68 w	34 w	24 w	
Asie du Sud	1.177,9 f	5.133 f	310 w	3,0 w	9,7 w	8,5 w	60 w	69 w	55 w	
Europe et Asie centrale	494,5 f	24.370 f	2.080 w	..	18,7 w	47,5 w	78 w	..	..
Moyen-Orient et Afrique du Nord	252,6 f	11.915 f	1.950 w	-2,3 w	17,0 w	10,1 w	64 w	57 w	45 w	
Amérique latine et Caraïbes	453,2 f	20.507 f	2.690 w	-0,2 w	46,7 w	229,5 w	68 w	18 w	15 w	
Gravement endettés	504,6 f	22.483 f	2.470 w	-1,0 w	42,1 w	208,0 w	67 w	28 w	23 w	
Economies à revenu élevé	828,1 f	31.709 f	22.160 w	2,3 w	9,1 w	4,3 w	77 w	..	..
110 Irlande	3,5	70	12.210	3,4	14,2	5,3	75	..	..
111 Nouvelle-Zélande	3,4	271	12.300	0,6	12,5	9,4	76	..	e	
112 Israël	5,1	21	13.220	1,9	39,6	78,9	76	..	..
113 Espagne	39,1	505	13.970	2,9	16,1	8,7	77	7	5	
114 Hong Kong	5,8	1	15.360 ^f	5,5	9,2	7,8	78	..	..
115 Singapour	2,8	1	15.730	5,3	5,9	2,0	75	..	..
116 Australie	17,5	7.713	17.260	1,6	11,8	6,4	77	c	e	
117 Royaume-Uni	57,8	245	17.790	2,4	14,5	5,7	76	c	e	
118 Italie	57,8	301	20.460	2,2	15,6	9,1	77	c	e	
119 Pays-Bas	15,2	37	20.480	1,7	7,9	1,7	77	c	e	
120 Canada	27,4	9.976	20.710	1,8	8,7	4,1	78	c	e	
121 Belgique	10,0	31	20.880	2,0	7,8	4,1	76	c	e	
122 Finlande	5,0	338	21.970	2,0	12,3	6,0	75	e	e	
123 Émirats arabes unis	1,7	84	22.020	-4,3	..	0,8	72	e	e	
124 France	57,4	552	22.260	1,7	10,2	5,4	77	e	e	
125 Autriche	7,9	84	22.380	2,0	6,5	3,6	77	c	e	
126 Allemagne	80,6	357	23.030	2,4 ^g	5,1 ^h	2,7 ^h	76	e	e	
127 États-Unis	253,4	9.373	23.240	1,7	7,5	3,9	77	e	e	
128 Norvège	4,3	324	25.820	2,2	8,4	4,9	77	e	e	
129 Danemark	5,2	43	26.000	2,1	10,1	4,9	75	e	e	
130 Suède	8,7	450	27.010	1,5	10,0	7,2	78	e	e	
131 Japon	124,5	378	28.190	3,6	8,5	1,5	79	e	e	
132 Suisse	6,9	41	36.080	1,4	5,0	3,8	78	c	e	
Toutes économies	5.438,2 f	133.378 f	4.280 w	1,2 w	11,6 w	17,2 w	66 w	45 w	35 w	

^a Economies classées par les Nations Unies ou considérées par leurs autorités comme économies en développement. a. Dans tous les tableaux, les chiffres du PNB et du PIB ne couvrent que la partie continentale de la Tanzanie. b. Les estimations pour les économies de l'ex-Union soviétique ont une marge d'incertitude supérieure à la normale et devraient être considérées comme très provisoires. c. Les données reflètent la dernière révision du PNB par habitant pour 1992: de \$ 700 à \$ 670 pour la Côte d'Ivoire, de \$ 2.510 à \$ 2.730 pour le Chili et de \$ 2.700 à \$ 2.670 pour l'Afrique du Sud. d. Dans tous les tableaux, les chiffres du PNB et du PIB pour la Jordanie ne couvrent que la rive Orientale. e. D'après l'Unesco, l'analphabétisme est inférieur à 5%. f. Les données se réfèrent au PIB. g. Les données portent sur la République fédérale d'Allemagne avant l'unification.

* * *

La croissance du rôle du développement partout dans le monde n'a pas seulement favorisé l'éclosion de modèles et de projets. Elle a aussi suscité diverses tentatives de *récupération* théorique et opérationnelle par des groupes, des organismes et des disciplines. Ceci a eu pour résultat d'entraîner des *perceptions multiples*, souvent *erronées* ou *partiales*, ainsi que des *approches partisans* ou *globalisantes* du développement. Il ne fait aucun doute toutefois que, pour des raisons d'ordre pratique, comme la réduction des autarcies individuelles et étatiques, la croissance des interdépendances, les percées technologiques ainsi que la croissance de la mondialisation,⁵ la notion du *développement économique* n'a pas tardé à s'imposer avec ses *success stories* et ses *échecs* qui ont mis en évidence des inégalités diverses à l'échelon international.

Rapidement, le développement économique a dépassé le niveau des *projets*, des *programmes*, des *politiques* et des *institutions*. Il est devenu une véritable *projection* et une *trajectoire* des sociétés nationales et de la communauté internationale ainsi qu'un ensemble de *stratégies publiques et privées* visant à la recherche d'un *mieux-être matériel* qui exigeait des transformations internes et externes constantes de même que l'établissement de *nouveaux types d'intégration* régionale, continentale, multilatérale et mondiale.⁶

Ces transformations eurent pour effet à la fois d'*accroître* et de *réduire* les inégalités. D'ailleurs, l'*instantanéité des communications* et les progrès en matière de *transport* ont favorisé l'apparition de *nouveaux schémas de comparaison* qui ont rapidement mis en lumière les inégalités aussi bien à l'*intérieur des pays qu'entre les Etats*. On en est venu à ne plus percevoir les inégalités simplement en termes de richesses et de revenus mais aussi celles dans les domaines de l'éducation, du respect et du non-respect des libertés démocratiques, de la place des femmes dans la société, de l'espérance de vie et de bien d'autres encore. Les possibilités d'*analyses de cas* des inégalités au plan national et à l'échelon mondial sont presque infinies et les études à leur sujet ne manquent pas.

⁵ I.M. LITTLE, *Economic Development, Theory, Policy and International Relations*, New York, Basic Books, Inc., Publishers, 1982.

⁶ L. SABOURIN, *Organismes économiques internationaux*, Paris, La documentation française, 1994.

* * *

L'élargissement du *domaine* du développement a aussi fait accroître ses *niveaux d'analyse scientifique*.⁷ La multiplicité de telles approches scientifiques provient évidemment de *l'importance globale* du développement, de son *emprise* générale sur la vie économique, des intérêts qui l'animent, de ses *enjeux* croissants au plan mondial, des *problèmes* qu'il crée, des *rivalités* qu'il suscite, de son rôle au chapitre de la *stabilité* ou de *l'instabilité politique et sociale*, bref, de la *place centrale* qu'il occupe dans l'évolution générale des Etats, des organisations internationales, des sociétés multinationales et des populations qui en dépendent de plus en plus. En fait, pour beaucoup de gens et de gouvernements, la notion du *développement* est devenue prioritaire à celle de la *justice* et de la *démocratie*. Selon eux, il fallait se *développer économiquement d'abord*.

En second lieu, la diversité des approches scientifiques ou théoriques en la matière relève de *l'absence de consensus* au sujet de la *nature* et des *causes* du développement et du sous-développement.⁸ Pour les uns, le développement est un *processus*, une *suite d'événements*, une *mise au point*, des *plans*, des *transformations* qui sont synonymes de *progrès*, d'*amélioration*, de *modernisation* alors que le sous-développement serait un *retard* ou une simple *étape* dans la quête du développement.⁹ Pour d'autres, le *sous-développement* est la *conséquence directe* du développement et surtout du *sur-développement* qui a lieu ailleurs. Selon ces derniers, le type de développement qui prévaut actuellement dans le monde contribue à accentuer les inégalités.¹⁰ Ces inégalités, tout comme le développement lui-même, font l'objet d'analyses très engagées et souvent fort controversées.¹¹

⁷ C.K. WILBER et K.P. JAMESON, *The Political Economy of Development and Underdevelopment*, Fifth edition, New York, McGraw-Hill, Inc., 1992; J. HICKS, *Revolutions in Economics*, in S. Latsis (ed.), *Methods of Appraisal in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

⁸ G.M. MEIER et D. SEERS, *Pioneers in Development*, New York, Oxford University Press, 1984.

⁹ W.W. ROSTOW, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1965.

¹⁰ D. BROAD et L. FOSTER, *The New World Order and the Third World*, New York, Black Rose Books, 1992.

¹¹ T. HAYTER et C. WATSON, *Aid, Rhetoric and Reality*, London, Pluto Press, 1985; P.T. BAUER, *Equality, the Third World and Economic Delusion*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1981; F. PARTANT, *La fin du développement, naissance d'une alternative*, Paris, François Maspero, 1982.

II

MÉTHODES D'ANALYSE

Parmi les nombreuses méthodes choisies pour *définir* et *aborder* les inégalités et le développement, deux peuvent être mises en évidence:

- Premièrement, l'*analyse positive* qui privilégie *les faits* et *ce qui se fait*; cette méthode empirique favorise des approches:

- *institutionnalistes* qui mettent en valeur la place des *structures* et des *événements* dans l'évolution du développement et de ses liens avec les inégalités;

- *fonctionnalistes* qui étudient les *stratégies*, les *modèles*, les *politiques*, les *programmes* et les *projets* en matière de développement.

- Deuxièmement, l'*analyse normative* qui implique des *jugements de valeur* sur ce qui *doit être* ou *devrait être fait*; cette approche débouche sur des *théories* et des *doctrines* qui comportent la formulation:

- d'un ensemble de *normes* ou de *principes* qui caractérisent les inégalités et le développement;

- d'une *éthique* ou d'une *philosophie appliquée* qui, en plus d'*analyser* les rapports qui pourraient exister entre les inégalités et le développement, cherche à *aplanir* celles-ci.

A. *L'approche positive*

Les transformations structurelles et technologiques qui ont suivi dans l'immédiat après-guerre, aussi bien à l'échelon mondial qu'à l'intérieur des pays, en particulier la croissance rapide de l'*industrialisation* et de l'*urbanisation*, le *démembrement* des *empires coloniaux* et la montée d'un très grand nombre de *jeunes États*, pour la plupart moins nantis au plan économique, ont favorisé, comme on l'a vu, l'établissement d'*échelles de comparaison inter-étatique* qui ont mis en lumière des *différences* et, par le fait même, de nombreuses *inégalités*.¹²

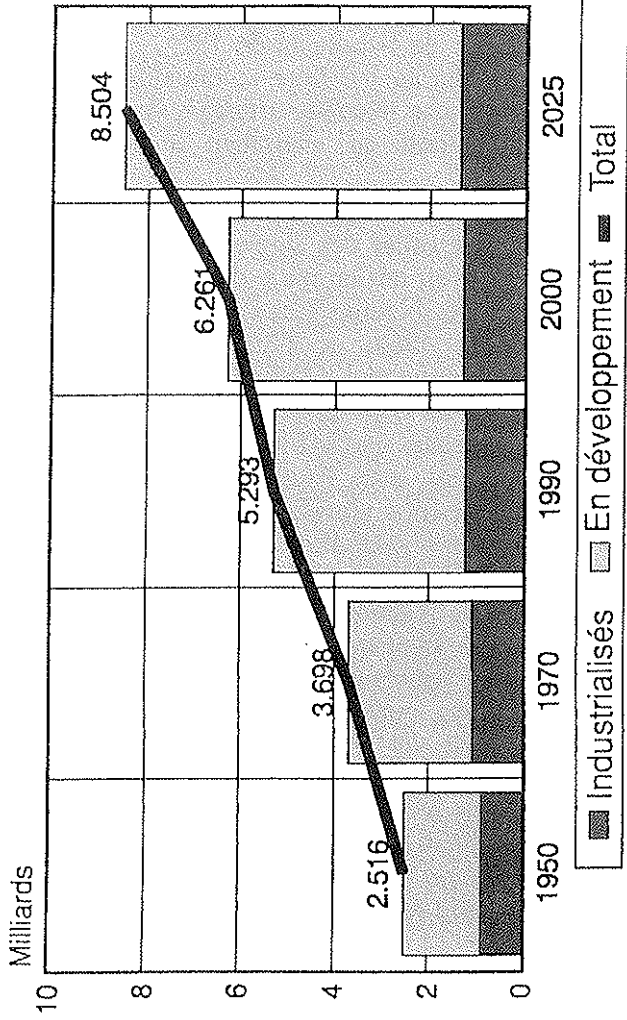
Aux yeux de certains, des *transferts* de fonds, de biens et de services auraient dû *corriger* ces *écarts* ou, à tout le moins, donner un minimum vital à des populations en voie de croissance exponentielle dans les pays en développement (voir tableau IV).

¹² J.-M. ALBERTINI, *Les mécanismes du sous-développement*, Paris, Éditions Économie et Humanisme, 1967.

TABEAU IV

Projections de la population mondiale

Chaque minute voit naître 1 800 enfants.



Source: Dossier de l'ACDI, 1994.

L'évolution de la conjoncture internationale, l'établissement des blocs *Est* et *Ouest*, les progrès rapides dans le monde industrialisé, riche et avancé du *Nord* face à des continents pauvres et défavorisés au *Sud* ont contribué à stigmatiser davantage des inégalités que ne parvenaient pas à faire disparaître les programmes d'assistance bilatérale et multilatérale spécialement établis à cette fin.

À côté des Etats *capitalistes* et des Etats *marxistes*, le *Tiers-monde*, issu de la conférence de Bandoeng de 1955, créa non seulement un troisième bloc mais chercha aussi à faire reconnaître, via le *neutralisme positif* et le *non-alignement*, une *troisième stratégie de développement*, accentuant ainsi les différences tout en cherchant à corriger les inégalités au plan international.¹³

Après avoir fixé de nouveaux objectifs que tous les pays devaient atteindre dans le cadre des *Décennies du développement* de l'ONU (1960, 1970) et après avoir mis en place de nouvelles structures mondiales, comme la Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) en 1964, et l'Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel (ONUDI) en 1965, dans le but évident de palier au contrôle (par les Etats les plus riches) des grandes instances économiques internationales, telles que le FMI, le GATT et la Banque mondiale, les pays en développement, avec l'appui du bloc socialiste, réclamèrent en vain, après le premier choc pétrolier de 1973, l'établissement d'un *nouvel ordre économique international* afin de réduire les *asymétries* et les *inégalités* entre le Nord et le Sud.¹⁴

Toutefois, la réaction négative des Etats-Unis et du Royaume-Uni, les crises pétrolière, alimentaire et monétaire de même que plusieurs conflits et guerres civiles, sans oublier l'industrialisation rapide dans un nombre restreint de pays, eurent pour effet, au lendemain de la conférence de Cancun de 1981, de relayer aux oubliettes le projet d'un nouvel ordre économique international. On assistait en même temps au développement accéléré des uns et à la confirmation du sous-développement des autres, ce qui favorisa l'énonciation de la théorie de la *différenciation* ou des *niveaux de développement* des pays (i) industriels avancés, (ii) de palier intermédiaire, (iii) en voie d'industrialisation rapide, (iv) ayant des excédents

¹³ E. JOUVE, *Le Tiers Monde dans la vie internationale*, Paris, Berger-Lerrault, 1983; A. PELLET, *Le droit international du développement*, Paris, Presses universitaires de France, 1978; J. BRASSEUL, *Introduction à l'économie du développement*, Paris, Armand Colin, 1989.

¹⁴ M. BEDJAOU, *Pour un nouvel ordre économique international*, Paris, Unesco, 1979; B. STERN, *Un nouvel ordre économique international?*, Paris, Economica, 1983; A. DETRAGIACHE et al., *Nord-Sud, una sfida per la pace*, Genova, Marietti, 1992.

financiers et (v) les plus pauvres. Les *inégalités économiques* furent alors érigées en *système*. La crise de l'*endettement*, au début des années 80, devait aggraver ces inégalités dans plusieurs pays en développement.

L'effondrement du mur de Berlin, en novembre 1989, et du communisme dans l'ex-URSS et en Europe de l'Est ont, une fois de plus, montré l'ampleur des inégalités existantes non seulement sur le plan économique et culturel mais aussi au chapitre de la pratique démocratique. Depuis lors, on ne parle plus d'un *nouvel ordre économique international* mais plutôt d'un *nouvel ordre politique mondial*, lequel est toujours en quête d'une *nouvelle gouvernance multilatérale* pour réguler les crises et le libre-marché.¹⁵

Si le *libre-marché* s'est imposé à l'échelon mondial, même dans des pays d'obédience marxiste comme la République populaire de Chine et la République démocratique du Viêt-nam, on constate que celui-ci n'a pas les mêmes effets partout. Ainsi, si certains pays de la région Asie-Pacifique et plusieurs Etats d'Amérique latine, notamment le Mexique et le Chili, ont fait des progrès économiques considérables, les pays d'Afrique au Sud du Sahara connaissent des problèmes aigus qui augurent mal pour leur avenir immédiat. Mais, partout dans le monde, les inégalités économiques et sociales demeurent visibles et souvent profondes.¹⁶

À l'intérieur même des Etats riches et industrialisés, on assiste à la croissance d'inégalités de types nouveaux. Des citoyens de plus en plus nombreux, notamment les chômeurs, sont *marginalisés* ou *exclus* du processus du développement économique. Le fossé entre les plus fortunés et les plus pauvres s'élargit dans plusieurs pays industrialisés sous l'influence non seulement de la *globalisation* qui entraîne une délocalisation des emplois mais aussi de la *déréglementation* et d'une *fiscalité* qui favorisent les plus riches.

De plus, les visions et les conceptions des inégalités ont beaucoup évolué. Autrefois, on les établissait davantage entre les urbains et les ruraux, les jeunes et les personnes âgées, les groupes ethniques ou raciaux. Aujourd'hui, les inégalités sont définies plutôt en fonction de la richesse et de la pauvreté des gens de tous les milieux et de toutes les origines.¹⁷

De telles marginalisations et exclusions risquent de s'étendre encore, comme on le voit aussi bien dans les pays industrialisés que dans plusieurs

¹⁵ B. BADIE et M.-C. SMOUTS, *Le retournement du monde, sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques et Dalloz, 1992; ZAKI LAÏDI, *Un monde privé de sens*, Paris, A. Fayard, 1994.

¹⁶ Y. TROTIGNON, *Les pays en développement face au XX^e siècle*, Paris, Dunod, 1987; S. BRUNEL (ed.), *Tiers Mondes, controverses et réalités*, Paris, Economica, 1987.

¹⁷ "Inequality, for richer, for poorer", *The Economist*, November 5, 1994.

Etats du *Tiers-monde*. Ce concept du Tiers-monde perd néanmoins beaucoup de sa signification originelle, compte tenu de la diversité croissante entre les États qui le composent et aussi du fait que les pays industrialisés découvrent une forme de Nord-Sud sur leur propre sol.

Au seuil du XXI^e siècle, il apparaît clairement que certains États, pour des raisons multiples, ont profité beaucoup plus que d'autres des effets du *développement économique mondial*. Alors que le rythme des changements s'accroît et que les populations du Nord sont moins disposées à aider le Tiers-monde, on se rend compte que les choix en matière de stratégie de développement semblent se rétrécir, du moins au plan idéologique. Mais rien n'indique toutefois qu'au chapitre des mises en oeuvre, on doive recourir aux mêmes voies et moyens, à courte et à moyenne échéances.

Des expériences nouvelles foisonnent en maints endroits, notamment celles qui cherchent à introduire la notion de *développement durable* et qui tendent à donner un visage plus *humain* au développement; ces efforts suscitent des interrogations quant à l'*orientation* des stratégies actuelles de développement, telles que définies par les États les plus riches et les principales instances économiques mondiales dont certaines actions, notamment les programmes d'ajustement structurel, sont très contestées mais auxquels on propose peu d'alternatives pratiques.

Ces questionnements débouchent inévitablement sur la nécessité de *repenser le développement* et notre vision historique du monde¹⁸ dans une perspective différente où la *culture* et l'*éthique* occuperaient une place beaucoup plus importante.¹⁹ Cependant, des écueils, des crises, des intérêts, des rapports de forces et des revendications de toutes sortes en empêchent une prise en compte sur une plus grande échelle, comme c'est le cas des conclusions à mettre en oeuvre à la suite du *Sommet de la terre* qui eut lieu à Rio de Janeiro, en 1992.

Le développement économique mondial est présentement sur une lancée imprévisible qui, tout en favorisant une élévation des niveaux de vie, des espérances de vie, d'éducation et de santé d'une plus grande partie de la population de la planète, risque de marginaliser aussi un très grand nombre de ses habitants. Le capitalisme et le libre-marché savent assez facilement *créer* des richesses mais ne parviennent pas aussi bien à les *redistribuer*. On n'est plus en présence d'une *recherche pratique d'égalité*

¹⁸ A. BIROU et P.M. HENRY, *Pour un autre développement*, Paris, Presses universitaires de France, 1976; F. FUKUYAMA, *The End of History and the Last Man*, New York, The Free Press, 1992; SAMUEL P. HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations?*, «Foreign Affairs», Summer 1993, pp. 22-49.

¹⁹ D.A. CROCKER, *Toward Development Ethics*, «World Development», Vol. 19, No. 5, pp. 455-483, 1991; H. PUEL, *L'économie au défi de l'éthique*, Paris, Cujas/Cerf, 1989.

mais de la reconnaissance d'une *nouvelle équité* qui démontrerait que *cobésion sociale* et *compétitivité* sont autant une question d'*efficacité* que d'*éthique*. Ceci exige au départ le refus des conceptions aussi bien *apocalyptiques* que *triumphalistes* et l'adoption de visions plus *lucides* de l'évolution d'un monde de plus en plus homogène et hétérogène à la fois.

La communauté mondiale connaît donc en même temps une *crise économique* et une *crise de valeurs*. En réalité, le développement économique mondial est à la recherche de nouvelles valeurs et d'une véritable *raison d'être* qui dépendent de réflexions à caractère plus normatif.

B. *L'approche normative*

L'approche *normative* implique en effet des choix de valeurs et des options quant à la *nature même* du développement. Selon la Commission française Justice et Paix, le développement est, en fait, "la transformation d'une société vers un état jugé meilleur par ses membres en s'inspirant de valeurs universellement reconnues et conformes à la dignité humaine".²⁰ Une telle définition met tout de suite en lumière le *caractère multidimensionnel* du développement.²¹

Ainsi, l'Institut Marga de Colombo, lors de la tenue, en 1986, d'un séminaire portant sur "Ethical Issues on Development", souligna qu'une définition normative du développement devait comporter cinq éléments:²²

- une dimension *économique* pour créer une plus grande richesse, améliorer les conditions de vie et distribuer les biens de façon équitable;
- une dimension *sociale* pour satisfaire les besoins fondamentaux en matière de santé, d'éducation, d'habitat et d'emploi;
- une dimension *politique* pour garantir les droits humains, les libertés politiques, le droit de vote et une forme de vie démocratique;
- une dimension *culturelle* qui reconnaît la place de la culture dans la

²⁰ Commission française Justice et Paix, *Coopérer au développement aujourd'hui*, Paris, Le Centurion, 1986.

²¹ R. KOTHARI, *Rethinking Development: In Search of Humane Alternatives*, New York, The Apex Press, 1989; A. SEN, *On Ethics and Economics*, Oxford, Oxford University Press, 1987; K. HAG et U. KERDAR, *Human Development, The Neglected Dimension*, Islamabad, North South Round Table, 1986.

²² D. GOULET, *Ethics and Development*, «National Geographic Research and Exploration», 8 (2), 1992, pp. 138-147; *Obstacles to World Development: An Ethical Relection*, «World Development», Vol. II, No. 7, 1983; *Development Ethics, A Guide to Theory and Practice*, New York, The Apex Press, 1995.

recherche de l'identité, de la dignité et de l'appartenance à la société locale et mondiale; et

- une dimension *transcendantale* pour garantir la croyance en des valeurs spirituelles et dans une explication de la vie.

Un tel développement n'est donc plus, comme le soulignait Polanyi, uniquement "encastré dans le système économique" mais ouvert à d'autres valeurs. Aujourd'hui, on ajouterait certainement une sixième dimension, à caractère *écologique*.

Une importante étape dans les efforts en vue de mieux évaluer les facettes du développement à l'échelon mondial a été atteint, en 1990, lors de la publication par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) d'une série d'indicateurs qui classent les pays en fonction d'un *indice de développement humain* (voir tableau V). Ce rapport est publié annuellement depuis.²³ Bien que les critères choisis pour déterminer l'*IDH* soient encore incomplets, ces rapports du PNUD constituent d'incontestables pas en avant dans une meilleure perception et compréhension du développement.

S'il est indispensable de mieux *analyser* et de mieux *mesurer* le développement, de telles comparaisons risquent toutefois d'être insatisfaisantes car tout n'est pas nécessairement comparable, compte tenu des *coûts réels de vie* et surtout des *conditions politico-sociales* très différentes qui existent dans de nombreux Etats. La pauvreté s'exprime de façons fort diverses. Ainsi, vivre sous le seuil de la pauvreté ne prend pas le même sens en Suède et en Norvège qu'au Bangladesh et au Népal. L'agriculteur qui fait la grève ou déclare faillite dans les pays industriels a peu de points en commun avec le petit fermier du Sahel, de la Bolivie, du Pakistan ou de la République populaire de Chine. Des Etats pétroliers, où le revenu *per capita* est très élevé, ont des taux d'analphabétisme qui sont inacceptables dans des Etats beaucoup moins fortunés, comme c'est le cas dans les pays de l'Europe de l'Est.

En réalité, quelle que soit l'approche retenue, deux constatations s'imposent: la première est qu'il faudra toujours tenir compte du caractère *multidimensionnel* et surtout du caractère *contingent* du développement. En effet, le développement évolue dans le *temps* et dans l'*espace*, en fonction de *circonstances* changeantes, de *facteurs* évolutifs et d'*acteurs* aux convictions fort différentes.²⁴ La seconde est qu'il est indispensable de réfléchir à la

²³ PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1994*, Paris, Economica, 1994.

²⁴ L. SABOURIN, *L'interdépendance économique et la coopération internationale*, «Bulletin de la Société de droit international économique», vol. 4, n° 1, pp. 3-10, 1991.

TABLEAU V - Indicateurs du développement humain (tous pays).

Rang selon l'IDH	Espérance de vie à la naissance (années) 1992	Taux d'alphabétisation des adultes (%) 1992	Années de scolarité (moyenne) 1992	Indice d'alphabétisation	Indice de scolarité	Niveau d'instruction 1992	PIB réel par habitant (\$ ajusté) 1991	PIB réel ajusté par habitant	Indicateur de développement humain 1992	Rang de PNB moins rang d'IDH ¹
Développement humain élevé	74,1	97,3	9,8				14 000		0,886	
1 Canada	77,2	99,0	12,2	0,99	0,82	2,80	19 320	5 347	0,932	10
2 Suisse	77,8	99,0	11,6	0,99	0,77	2,75	21 780	5 370	0,931	-1
3 Japon	78,6	99,0	10,8	0,99	0,72	2,70	19 390	5 347	0,929	0
4 Suède	77,7	99,0	11,4	0,99	0,76	2,74	17 490	5 342	0,928	0
5 Norvège	76,9	99,0	12,1	0,99	0,80	2,78	17 170	5 341	0,928	0
6 France	76,6	99,0	12,0	0,99	0,80	2,78	18 430	5 345	0,927	7
7 Australie	76,7	99,0	12,0	0,99	0,80	2,78	16 680	5 339	0,926	11
8 Etats-Unis	75,6	99,0	12,4	0,99	0,83	2,81	22 130	5 371	0,925	1
9 Pays-Bas	77,2	99,0	11,1	0,99	0,74	2,72	16 820	5 340	0,923	7
10 Royaume-Uni	75,8	99,0	11,7	0,99	0,78	2,76	16 340	5 337	0,919	9
11 Allemagne	75,6	99,0	11,6	0,99	0,77	2,75	19 770	5 347	0,918	1
12 Australie	75,7	99,0	11,4	0,99	0,76	2,74	17 690	5 343	0,917	2
13 Belgique	75,7	99,0	11,2	0,99	0,75	2,73	17 510	5 342	0,916	2
14 Islande	78,1	99,0	9,2	0,99	0,61	2,59	17 480	5 342	0,914	-6
15 Danemark	75,3	99,0	11,0	0,99	0,73	2,71	17 880	5 343	0,912	-8
16 Finlande	75,4	99,0	10,9	0,99	0,72	2,70	16 130	5 336	0,911	-10
17 Luxembourg	75,2	99,0	10,5	0,99	0,70	2,68	20 800	5 364	0,908	-15
18 Nouvelle-Zélande	75,3	99,0	10,7	0,99	0,71	2,69	13 970	5 310	0,907	6
19 Israël	76,2	95,0	10,2	0,95	0,68	2,58	13 460	5 307	0,900	6
20 Barbade	75,3	99,0	9,4	0,99	0,63	2,61	9 667	5 255	0,894	14
21 Irlande	75,0	99,0	8,9	0,99	0,60	2,58	11 430	5 295	0,892	6
22 Italie	76,9	97,4	7,5	0,97	0,50	2,45	17 040	5 340	0,891	-5
23 Espagne	77,4	98,0	6,9	0,98	0,46	2,42	12 670	5 309	0,888	0
24 Hong-Kong	77,4	99,0	7,2	0,90	0,48	2,28	18 520	5 345	0,875	-2
25 Grèce	77,3	93,8	7,0	0,94	0,46	2,34	7 680	5 221	0,874	10
26 Chypre	76,7	94,0	7,0	0,94	0,47	2,35	9 844	5 257	0,873	4
27 Tchécoslovaquie	72,1	99,0	9,2	0,99	0,62	2,60	6 570	5 196	0,872	29
28 Lituanie	72,6	98,4	9,0	0,98	0,60	2,57	5 410	5 154	0,868	35
29 Estonie	71,2	99,0	9,0	0,99	0,60	2,58	8 090	5 229	0,867	15
30 Lettonie	71,0	99,0	9,0	0,99	0,60	2,58	7 540	5 218	0,865	15
31 Hongrie	70,1	99,0	9,8	0,99	0,65	2,63	6 080	5 182	0,863	23
32 Corée, Rép. de	70,4	96,8	9,3	0,97	0,62	2,55	8 320	5 233	0,859	4
33 Uruguay	72,4	96,5	8,1	0,97	0,54	2,47	6 670	5 199	0,859	20
34 Russie	70,0	98,7	9,0	0,99	0,60	2,57	6 930	5 205	0,858	15
35 Trinité-et-Tobago	70,9	96,0	8,4	0,96	0,56	2,48	8 380	5 234	0,855	11
36 Bahamas	71,9	99,0	6,2	0,99	0,41	2,39	12 000	5 299	0,854	-10
37 Argentine	71,1	95,5	9,2	0,96	0,62	2,53	5 120	5 120	0,853	6
38 Chili	71,9	93,8	7,8	0,94	0,52	2,39	7 060	5 208	0,848	28
39 Costa Rica	76,0	93,2	5,7	0,93	0,38	2,24	5 100	5 100	0,848	36
40 Bélarus	71,0	97,9	7,0	0,98	0,47	2,42	6 850	5 203	0,847	10
41 Malte	75,7	87,0	6,1	0,87	0,41	2,15	7 575	5 219	0,843	-9
42 Portugal	74,4	86,2	6,4	0,86	0,43	2,15	9 450	5 252	0,838	-5
43 Singapour	74,2	92,0	4,0	0,92	0,27	2,11	14 734	5 313	0,836	-22
44 Brunei Darussalam	74,0	86,0	5,0	0,86	0,33	2,05	14 000	5 310	0,829	-15
45 Ukraine	70,0	95,0	6,0	0,95	0,40	2,30	5 180	5 135	0,823	23
46 Venezuela	70,1	89,0	6,5	0,89	0,43	2,21	8 120	5 230	0,820	9
47 Panama	72,5	89,6	6,8	0,90	0,45	2,25	4 910	4 910	0,816	23
48 Bulgarie	71,9	94,0	7,0	0,93	0,47	2,33	4 813	4 813	0,815	28
49 Pologne	71,5	99,0	8,2	0,99	0,54	2,52	4 500	4 500	0,815	30
50 Colombie	69,0	87,4	7,5	0,87	0,50	2,25	5 460	5 157	0,813	41
51 Koweït	74,6	73,9	5,5	0,74	0,37	1,85	13 126	5 306	0,809	-23
52 Mexique	69,9	88,6	4,9	0,89	0,32	2,10	7 170	5 211	0,804	-1
53 Arménie	72,0	98,8	5,0	0,99	0,33	2,31	4 610	4 610	0,801	20
Développement humain moyen	68,0	80,4	4,8				3 420		0,649	
54 Thaïlande	68,7	93,8	3,9	0,94	0,26	2,14	5 270	5 144	0,798	28
55 Antigua-et-Barbuda	74,0	96,0	4,6	0,96	0,31	2,23	4 500	4 500	0,796	-15
56 Qatar	69,6	79,0	5,8	0,79	0,39	1,97	14 000	5 310	0,795	-36
57 Malaisie	70,4	80,0	5,6	0,80	0,37	1,97	7 400	5 215	0,794	4
58 Bahreïn	71,0	79,0	4,3	0,79	0,29	1,87	11 536	5 296	0,791	-25
59 Fidji	71,1	87,0	5,1	0,87	0,34	2,08	4 858	4 858	0,787	15
60 Maurice	69,6	79,9	4,1	0,80	0,28	1,87	7 178	5 211	0,778	5
61 Kazakhstan	69,0	97,5	5,0	0,98	0,33	2,28	4 490	4 490	0,774	10
62 Emirats arabes unis	70,8	65,0	5,6	0,65	0,37	1,67	17 000	5 340	0,771	-52
63 Brésil	65,8	82,1	4,0	0,82	0,27	1,91	5 240	5 142	0,756	-11
64 Dominique	72,0	97,0	4,7	0,97	0,31	2,25	3 900	3 900	0,749	-2
65 Jamaïque	73,3	98,5	5,3	0,99	0,35	2,32	3 670	3 670	0,749	22
66 Géorgie	73,0	99,0	5,0	0,99	0,33	2,31	3 670	3 670	0,747	14
67 Arabie saoudite	68,7	64,1	3,9	0,64	0,26	1,54	10 850	5 289	0,742	-36
68 Turquie	66,7	81,9	3,6	0,82	0,24	1,88	4 840	4 840	0,739	10

Indicateurs du développement humain (tous pays) suite

Rang selon l'IDH	Esperance de vie à la naissance (années) 1992	Taux d'alphabétisation des adultes (%) 1992	Années de scolarité (moyenne) 1992	Indice d'alphabétisation	Indice de scolarité	Niveau d'instruction 1992	PIB réel par habitant (\$ ajusté) 1991	PIB réel ajusté par habitant	Indicateur de développement humain 1992	
69	Saint-Vincent	71,0	98,0	4,6	0,98	0,31	2,27	3 700	3 700	0,732
70	Saint-Kitts-et-Nevis	70,0	99,0	6,0	0,99	0,40	2,38	3 550	3 550	0,730
71	Azerbaïdjan	71,0	96,3	5,0	0,96	0,33	2,26	3 670	3 670	0,730
72	Roumanie	69,9	96,9	7,1	0,97	0,47	2,41	3 500	3 500	0,729
73	Rép. arabe syrienne	66,4	66,6	4,2	0,67	0,28	1,61	5 220	5 140	0,727
74	Equateur	66,2	87,4	5,6	0,87	0,37	2,12	4 140	4 140	0,718
75	Moldova, Rép. de	69,0	96,0	6,0	0,96	0,40	2,32	3 500	3 500	0,714
76	Albanie	73,0	85,0	6,2	0,85	0,41	2,11	3 500	3 500	0,714
77	Sainte-Lucie	72,0	93,0	3,9	0,93	0,26	2,12	3 500	3 500	0,709
78	Grenade	70,0	98,0	4,7	0,98	0,31	2,27	3 374	3 374	0,707
79	Jamahiriya arabe libyenne	62,4	66,5	3,5	0,66	0,24	1,57	7 000	5 207	0,703
80	Turkménistan	66,0	97,7	5,0	0,98	0,33	2,29	3 540	3 540	0,697
81	Tunisie	67,1	68,1	2,1	0,68	0,14	1,50	4 690	4 690	0,690
82	Kirghizistan	68,0	97,0	5,0	0,97	0,33	2,27	3 280	3 280	0,689
83	Seychelles	71,0	77,0	4,6	0,77	0,31	1,85	3 683	3 683	0,685
84	Paraguay	67,2	90,8	4,9	0,91	0,33	2,14	3 420	3 420	0,679
85	Suriname	69,9	95,6	4,2	0,96	0,28	2,19	3 072	3 072	0,677
86	Iran, Rép. islamique de	66,6	56,0	3,9	0,56	0,26	1,38	4 670	4 670	0,672
87	Botswana	60,3	75,0	2,5	0,75	0,17	1,67	4 690	4 690	0,670
88	Belize	68,0	96,0	4,6	0,96	0,31	2,23	3 000	3 000	0,666
89	Cuba	75,6	94,5	8,0	0,95	0,53	2,42	2 000	2 000	0,666
90	Sri Lanka	71,2	89,1	7,2	0,89	0,48	2,26	2 650	2 650	0,665
91	Ouzbékistan	69,0	97,2	5,0	0,97	0,33	2,28	2 790	2 790	0,664
92	Oman	69,1	35,0	0,9	0,35	0,06	0,76	9 230	5 248	0,654
93	Afrique du Sud	62,2	80,0	3,9	0,80	0,26	1,86	3 885	3 885	0,650
94	Chine	70,5	80,0	5,0	0,80	0,33	1,93	2 946	2 946	0,644
95	Pérou	63,6	86,2	6,5	0,86	0,44	2,16	3 110	3 110	0,642
96	Rép. dominicaine	67,0	84,3	4,3	0,84	0,29	1,97	3 080	3 080	0,638
97	Tadjikistan	70,0	96,7	5,0	0,97	0,33	2,27	2 180	2 180	0,629
98	Jordanie	67,3	82,1	5,0	0,82	0,33	1,98	2 895	2 895	0,628
99	Philippines	64,6	90,4	7,6	0,90	0,51	2,31	2 440	2 440	0,621
100	Irak	65,7	62,5	5,0	0,62	0,33	1,58	3 500	3 500	0,614
101	Corée, Rép. pop. dém. de	70,7	95,0	6,0	0,95	0,40	2,30	1 750	1 750	0,609
102	Mongolie	63,0	95,0	7,2	0,95	0,48	2,38	2 250	2 250	0,607
103	Liban	68,1	81,3	4,4	0,81	0,29	1,92	2 500	2 500	0,600
104	Samoa	66,0	98,0	5,8	0,98	0,39	2,35	1 869	1 869	0,596
105	Indonésie	62,0	84,4	4,1	0,84	0,27	1,96	2 730	2 730	0,586
106	Nicaragua	65,4	78,0	4,5	0,78	0,30	1,86	2 550	2 550	0,583
107	Guyana	64,6	96,8	5,1	0,97	0,34	2,28	1 862	1 862	0,580
108	Guatemala	64,0	56,4	4,1	0,56	0,27	1,40	3 180	3 180	0,564
109	Algérie	65,6	60,6	2,8	0,61	0,19	1,40	2 870	2 870	0,553
110	Egypte	60,9	50,0	3,0	0,50	0,20	1,20	3 600	3 600	0,551
111	Maroc	62,5	52,5	3,0	0,52	0,20	1,25	3 340	3 340	0,549
112	El Salvador	65,2	74,6	4,2	0,75	0,28	1,77	2 110	2 110	0,543
113	Bolivie	60,5	79,3	4,0	0,79	0,27	1,85	2 170	2 170	0,530
114	Gabon	52,9	62,5	2,6	0,63	0,17	1,42	3 498	3 498	0,525
115	Honduras	65,2	74,9	4,0	0,75	0,27	1,77	1 820	1 820	0,524
116	Viet Nam	63,4	88,6	4,9	0,89	0,33	2,10	1 250	1 250	0,514
117	Swaziland	57,3	71,0	3,8	0,71	0,25	1,67	2 506	2 506	0,513
118	Maldives	62,6	92,0	4,5	0,92	0,30	2,14	1 200	1 200	0,511
Développement humain faible										
119	Vanuatu	65,0	65,0	3,7	0,65	0,25	1,55	1 679	1 679	0,489
120	Lesotho	59,8	78,0	3,5	0,78	0,23	1,79	1 500	1 500	0,476
121	Zimbabwe	56,1	68,6	3,1	0,69	0,21	1,58	2 160	2 160	0,474
122	Cap-Vert	67,3	66,5	2,2	0,67	0,15	1,48	1 360	1 360	0,474
123	Congo	51,7	58,5	2,1	0,59	0,14	1,31	2 800	2 800	0,461
124	Cameroon	55,3	56,5	1,6	0,57	0,11	1,24	2 400	2 400	0,447
125	Kenya	58,6	70,5	2,3	0,71	0,15	1,56	1 350	1 350	0,434
126	Iles Salomon	70,0	24,0	1,0	0,24	0,07	0,55	2 113	2 113	0,434
127	Namibie	58,0	40,0	1,7	0,40	0,11	0,91	2 381	2 381	0,425
128	São Tomé-et-Principe	67,0	60,0	2,3	0,60	0,15	1,35	600	600	0,409
129	Papouasie-Nouvelle-Guinée	55,3	65,3	1,0	0,65	0,07	1,37	1 550	1 550	0,408
130	Myanmar	56,9	81,5	2,5	0,82	0,17	1,80	650	650	0,406
131	Madagascar	54,9	81,4	2,2	0,81	0,14	1,77	710	710	0,396
132	Pakistan	58,3	36,4	1,9	0,36	0,12	0,85	1 970	1 970	0,393
133	Rép. dém. populaire lao	50,3	55,0	2,9	0,55	0,20	1,30	1 760	1 760	0,385
134	Ghana	55,4	63,1	3,5	0,63	0,24	1,50	930	930	0,382
135	Inde	59,7	49,8	2,4	0,50	0,16	1,16	1 150	1 150	0,382
136	Côte d'Ivoire	51,6	55,8	1,9	0,56	0,13	1,24	1 510	1 510	0,370
137	Haiti	56,0	55,0	1,7	0,55	0,11	1,21	925	925	0,354
138	Zambie	45,5	74,8	2,7	0,75	0,18	1,68	1 010	1 010	0,352

Indicateurs du développement humain (tous pays) suite

Rang selon l'IDH	Espérance de vie à la naissance (années) 1992	Taux d'alphabétisation des adultes (%) 1992	Années de scolarité (moyenne) 1992	Indice d'alphabétisation	Indice de scolarité	Niveau d'instruction 1992	PIB réel par habitant (\$ ajusté) 1991	PIB réel ajusté par habitant	Indicateur de développement humain 1992	Rang de PNB moins rang d'IDH ^a
139 Nigéria	51,9	52,0	1,2	0,52	0,08	1,12	1 360	1 360	0,348	6
140 Zaïre	51,6	74,0	1,6	0,74	0,11	1,59	469	469	0,341	20
141 Comores	55,4	55,0	1,0	0,55	0,07	1,17	700	700	0,331	-10
142 Yémen	51,9	41,1	0,9	0,41	0,06	0,88	1 374	1 374	0,323	-16
143 Sénégal	48,7	40,0	0,9	0,40	0,06	0,86	1 680	1 680	0,322	-29
144 Libéria	54,7	42,5	2,1	0,42	0,14	0,99	850	850	0,317	-14
145 Togo	54,4	45,5	1,6	0,45	0,11	1,02	738	738	0,311	-9
146 Bangladesh	52,2	36,6	2,0	0,37	0,13	0,87	1 160	1 160	0,309	13
147 Cambodge	50,4	37,8	2,0	0,38	0,13	0,89	1 250	1 250	0,307	17
148 Tanzanie, Rép. unie de	51,2	55,0	2,0	0,55	0,14	1,24	570	570	0,306	22
149 Népal	52,7	27,0	2,1	0,27	0,14	0,68	1 130	1 130	0,289	17
150 Guinée équatoriale	47,3	51,5	0,8	0,52	0,05	1,08	700	700	0,276	4
151 Soudan	51,2	28,2	0,8	0,28	0,05	0,62	1 162	1 162	0,276	-14
152 Burundi	48,2	52,0	0,4	0,52	0,03	1,07	640	640	0,276	6
153 Rwanda	46,5	52,1	1,1	0,52	0,07	1,11	680	680	0,274	-1
154 Ouganda	42,6	50,5	1,1	0,51	0,07	1,08	1 036	1 036	0,272	14
155 Angola	45,6	42,5	1,5	0,43	0,10	0,95	1 000	1 000	0,271	-35
156 Bénin	46,1	25,0	0,7	0,25	0,05	0,55	1 500	1 500	0,261	-14
157 Malawi	44,6	45,0	1,7	0,45	0,12	1,02	800	800	0,260	-1
158 Mauritanie	47,4	35,0	0,4	0,35	0,03	0,73	962	962	0,254	-31
159 Mozambique	46,5	33,5	1,6	0,34	0,11	0,78	921	921	0,252	14
160 Rép. centrafricaine	47,2	40,2	1,1	0,40	0,07	0,88	641	641	0,249	-25
161 Éthiopie	46,4	50,0	1,1	0,50	0,07	1,07	370	370	0,249	10
162 Bhoutan	47,8	40,9	0,3	0,41	0,02	0,84	620	620	0,247	3
163 Djibouti	48,3	19,0	0,4	0,19	0,03	0,41	1 000	1 000	0,226	-38
164 Guinée-Bissau	42,9	39,0	0,4	0,39	0,03	0,81	747	747	0,224	3
165 Somalie	46,4	27,0	0,3	0,27	0,02	0,56	759	759	0,217	7
166 Gambie	44,4	30,0	0,6	0,30	0,04	0,64	763	763	0,215	-22
167 Mali	45,4	35,9	0,4	0,36	0,03	0,74	480	480	0,214	-12
168 Tchad	46,9	32,5	0,3	0,33	0,02	0,57	447	447	0,212	-7
169 Niger	45,9	31,2	0,2	0,31	0,01	0,64	542	542	0,209	-21
170 Sierra Leone	42,4	23,7	0,9	0,24	0,06	0,53	1 020	1 020	0,209	-7
171 Afghanistan	42,9	31,6	0,9	0,32	0,06	0,69	700	700	0,208	-2
172 Burkina Faso	47,9	19,9	0,2	0,20	0,01	0,41	666	666	0,203	-19
173 Guinée	43,9	26,9	0,9	0,27	0,06	0,60	500	500	0,191	-44

a. Un chiffre positif indique que le rang selon l'IDH est meilleur que le rang selon le PNB et un chiffre négatif indique l'inverse.

Note : Les chiffres en italiques sont des estimations du PNUD.

Source : Rapport mondial sur le développement humain, 1994.

raison d'être et aux *objectifs* du développement, en d'autres mots, à son *caractère éthique*.²⁵

Comme le soulignait récemment Michel Serre, "nous sommes arrivés à un point où nous sommes passés du *pouvoir* au *devoir*, de la *science* à la *morale*. Nous entrons dans une période où la morale devient objective. Il va nous falloir un savoir prodigieux, aigu dans le détail, harmonieux dans son ensemble et une sagesse immense, claire dans l'instant et prudente dans l'avenir. Nous sommes désormais obligés à une vision du monde et du temps très large. Oui, nous sommes acculés à la morale et à la philosophie."²⁶

Au chapitre du développement, l'Église s'est prononcée à maintes reprises, au cours des dernières décennies, notamment lorsque Paul VI déclarait que "le développement est le nouveau nom de la paix". En fait, la doctrine sociale de l'Église est très spécifique en ce qui concerne les inégalités sociales et le développement. Cet enseignement se retrouve principalement dans *Mater et Magistra* (1961) et *Pacem in terris* (1963) de Jean XXIII; la constitution pastorale du Concile de Vatican II sur l'Église dans le monde de ce temps, *Gaudium et spes* (1965); *Populorum progressio* (1967) et *Octogesima adveniens* (1971) de Paul VI; *Redemptor hominis* (1979), *Laborem exercens* (1981), *Sollicitudo rei socialis* (1987) et *Centesimus annus* (1991) de Jean-Paul II.²⁷

On y trouve un véritable *engagement éthique*, une prise de position en faveur d'un développement *humain, intégral et solidaire*, une réitération de la *destination universelle des biens* et de la nécessité d'une *répartition équitable des richesses*.²⁸

Dans cet esprit, on peut espérer que l'Académie pourra contribuer à mieux analyser les personnes et les sociétés non seulement dans *ce qu'elles*

²⁵ R. BERTHOUSOZ, R. PAPINI, R. SUGRANYES DE FRANCH (eds.), *Etica, Economia & Sviluppo*, Bologna, Edizioni Dehoniane Bologna, 1994.

²⁶ *Les grands entretiens du Monde*, Paris, Le Monde-éditions, 1994, p. 96.

²⁷ D. MAUGENEST (dir.), *Le discours social de l'Église catholique de Léon XIII à Jean-Paul II*, Paris, Le Centurion, 1985; Commission Pontificale Justice et Paix, *Les vraies dimensions du développement*, Textes de Jean-Paul II présentés par M. William Murphy, Cité du Vatican, 1982; Conseil Pontifical Justice et Paix, *Le Droit au développement*, Textes rassemblés et présentés par le Dr. Giorgio Filibeck, Cité du Vatican, 1991; L. SABOURIN, *L'Église catholique et le développement: du refus de la logique des blocs à la solidarité dans l'épreuve mondiale*, «Mélanges offerts au cardinal Louis Albert Vachon», Québec, Presses de l'Université Laval, 1989; J.-Y. CALMEZ, *L'Église devant le libéralisme économique*, Paris, Declée de Brouwer, 1994.

²⁸ Conseil Pontifical Justice et Paix, *Une terre pour tous les hommes*, Actes du colloque international du 12 au 15 mai 1991, Paris, Le Centurion, 1992; Conseil Pontifical Justice et Paix, *Le développement moderne des activités financières au regard des exigences éthiques du christianisme* par Antoine de Salins et François de Galhau, Cité du Vatican, Libreria Editrix Vaticana, 1994.

*ont mais aussi dans ce qu'elles sont*²⁹ dans une communauté mondiale très diversifiée mais qui forme "*une seule famille humaine*".³⁰

CONCLUSION

Le défi des sciences humaines est donc immense car, bien qu'elles aient fait des progrès considérables au cours des dernières décennies, elles se heurtent toujours à des limites. Plus elles avancent, selon Lévi-Strauss, "plus les connaissances sociales se convainquent de leur infirmité. Chaque fois que nous avons le sentiment d'avoir fait un certain progrès, nous voyons que la connaissance suscite d'autres problèmes et que le progrès suivant sera encore plus difficile".³¹

Ce progrès dépend de plus en plus d'une coopération multidisciplinaire non seulement entre les sciences sociales elles-mêmes mais aussi avec les sciences naturelles. Ce mouvement est déjà amorcée. En fait, le monde d'aujourd'hui, aussi paradoxal soit-il, évolue vers un *univers de convergences*, comme je le soulignais récemment, en mettant en lumière les points suivants.³²

S'il est généralement admis que les percées nouvelles dans les sciences exactes ont presque toujours symbolisé des pas en avant, ce n'est pas nécessairement le cas dans les sciences humaines, en particulier dans le domaine des idéologies politiques, économiques, philosophiques et religieuses. Ainsi, n'importe quel étudiant au doctorat en astronomie ou en physique aujourd'hui en sait plus que Galilée à son époque bien qu'il n'ait pas le génie de Galilée.

Toutefois, dans le domaine des sciences humaines, les nouvelles théories ne sont pas nécessairement plus avancées ou meilleures. Les idées de Lao Tseu, Platon, St-Augustin, St-Thomas, Descartes, Leibnitz, Hobbes, Locke, Hegel, Kant sont aussi discutées aujourd'hui que celles de Heidegger, Bachelard, Merleau-Ponty, Maritain, Russel et de Sartre.

D'aucuns voudraient en conclure qu'il existe une incompatibilité fondamentale entre les sciences pures et les sciences humaines quant à leur

²⁹ PAUL VI, *Discours au Corps diplomatique pres le Saint-Siège*, Le Vatican, 1965.

³⁰ JEAN-PAUL II, *Développement et solidarité: deux clés pour la paix*, Journée mondiale de la paix, Assise, Le Vatican, Commission Pontificale Justice et Paix, 1987.

³¹ *Les grands entretiens du Monde*, Paris, Le Monde-éditions, 1994, p. 107.

³² L. SABOURIN, *L'Église face aux changements en cours dans le monde*, Conseil Pontifical Justice et Paix, Rome, 1994.

façon d'envisager les êtres, l'univers et évidemment le développement. Il faut toutefois se rendre compte que la fin du XX^e siècle fait apparaître de profondes mutations qui incitent à un rapprochement entre les sciences exactes et les sciences humaines.

Ceci transformera probablement nos manières de voir et de penser un peu de la même manière que ce qui est arrivé lors de la Renaissance. En renouant avec l'antiquité, Ronsard, du Bellay, Raphaël, Michel-Ange, Pétrarque, Boccace et surtout Dante et Machiavel ont élargi la notion de l'expérience humaine au moment même où les explorateurs étendaient les horizons internationaux en s'élançant vers l'Asie, l'Amérique et l'Afrique. L'imprimerie vint alors populariser la culture et appuyer la Réforme alors que le madrigal élargissait les frontières de la musique dominée par le grégorien.

Les barrières géographiques et linguistiques commencèrent à tomber alors que celles de l'Etat-nation, à la suite des traités de Westphalie, s'élevèrent en maints endroits. On assista à une conjonction de la puissance politique et économique, de l'art et de la science qui créèrent de nouvelles structures nationales et internationales sans que l'on puisse pour autant conclure à une véritable interpénétration du pouvoir, de l'art et de la science.

Toutes les recherches sérieuses multidisciplinaires me convainquent que le XXI^e siècle mènera à de nouvelles synergies non seulement entre les phénomènes nationaux et internationaux mais aussi dans d'autres domaines. Ceci dépendra beaucoup des progrès dans l'explication de l'évolution de la matière, du cosmos, du processus de la connaissance et des mécanismes de la pensée, d'une meilleure perception du fonctionnement de l'esprit et de l'intelligence, des découvertes dans l'espace et le monde sous-marin.

À ce chapitre, l'homme de science rejoint déjà le philosophe, le théologien et le spécialiste des sciences sociales pour tenter d'offrir des explications sur l'évolution d'un univers en développement. Le récent ouvrage *Dieu et la science* de Jean Guilton et des frères Bogdanov³³ ainsi que celui de Jacques Demaret et Dominique Lambert, *Le principe anthropique*³⁴ sont intéressants à cet égard.

Nous sommes au seuil d'une ère qui va probablement bouleverser les façons d'envisager le développement et le monde, spécialement les rapports avec l'univers, sans pour autant nous sortir de nos problématiques personnelles et collectives et d'une quotidienneté bien accaparante. En

³³ J. GUITTON, G. et I. BOGDANOV, *Dieu et la science*, Paris, Grasset, 1991.

³⁴ J. DEMARET et D. LAMBERT, *Le principe anthropique*, Paris, Armand Colin, 1994.

réalité, de telles mutations transcenderont les courants liés à la globalisation et aux affirmations locales.

De telles transformations créeront sans doute des incertitudes et poseront d'importants défis, notamment à l'Église qui devra compter avec des points de vue très variés et des bouleversements à tous les paliers. Cependant, elle peut déjà compter sur le concours de l'Académie des Sciences sociales et de l'Académie des sciences pour réfléchir davantage au long terme en analysant les *signes des temps à venir*, y compris l'évolution du développement mondial et celui des rapports entre pays industrialisés et pays en développement.

L'Académie pontificale des sciences sociales pourrait devenir ainsi non seulement un lieu de réflexion pour favoriser le progrès des connaissances mais aussi *un véritable laboratoire du savoir social fondé sur le dialogue moral et transculturel*. Le défi est donc de poser un regard neuf sur les réalités sociales, y compris le développement, en cherchant à voir non seulement *ce qu'est* et *ce que devrait être* le développement, mais aussi *où il mène*: ceci est du domaine de *l'analyse normative* ou de *la théorie*. Il reste à voir ensuite *comment* on peut faire *évoluer* et *changer* le développement ou d'autres réalités sociales pour qu'ils atteignent les *fins projetées*. Ceci relève de la *pratique* ou de la *praxis*, domaine dont l'Académie ne saurait se désintéresser.³⁵

³⁵ Pontifical Council of Justice and Peace, *Social, Ethical Aspects of Economics*, Vatican City, 1994; A. PAPINI et A. PAVAN, *Etica ed economia*, Genova, Marietti, 1989.